Malika TEMMAR, Johannes ANGERMULLER, Frédéric
LEBARON, dirs, *Les Discours sur l'économie*

Amiens, CURAPP-ESS Éd., 2013, 195 pages

Antoine Machut

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9968>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.9968

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2015

Pagination : 422-423

ISBN : 9782814302600

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Antoine Machut, « Malika TEMMAR, Johannes ANGERMULLER, Frédéric LEBARON, dirs, *Les Discours sur l'économie* », *Questions de communication* [En ligne], 27 | 2015, mis en ligne le 01 septembre 2015, consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9968> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.9968>

La violence historique touche Chateaubriand de plein fouet, mais ce dernier l'exorcise par l'écriture. L'auteur parvient à dominer la violence en la transformant en force d'évolution esthétique.

L'étude minutieuse d'Anne-Sophie Morel enrichit sans conteste, non seulement l'exégèse des *Mémoires d'outre-tombe*, mais notre connaissance des processus créateurs à l'œuvre chez François-René de Chateaubriand. Son approche originale favorise une meilleure compréhension des obsessions de l'auteur, de leur impact sur son écriture et sur sa conception de l'histoire en marche.

Katherine Rondou

Université libre de Bruxelles, Université de Mons,
B-1050
krondou@gmail.com

Malika TEMMAR, Johannes ANGERMULLER, Frédéric LEBARON, dirs, *Les Discours sur l'économie*.
Amiens, CURAPP-ESS Éd., 2013, 195 pages

Bien qu'ésotériques pour le plus grand nombre, les discours sur des enjeux strictement économiques font partie du quotidien. Leur omniprésence en fait un objet pleinement légitime pour les sciences humaines et sociales qui se destinent à étudier l'économie en relation avec des structures et des pratiques sociales, plutôt qu'à travers les modèles abstraits de la science économique. Paradoxalement, si la sociologie économique a importé le concept de performativité des sciences du langage pour montrer que, en économie, par le biais des modèles et des théories économiques, « dire, c'est faire », elle a eu tendance à délaisser l'analyse des discours économiques. Comme l'indique explicitement son titre, c'est précisément ce manque que l'ouvrage entend combler.

Codirigé par Frédéric Lebaron, spécialiste de la sociologie économique, Johannes Angermüller et Malika Temmar, spécialistes de l'analyse des discours, l'ouvrage a pour originalité la grande variété disciplinaire de ses contributions. En effet, dans l'introduction, les coordinateurs du dossier affichent le souhait de dépasser le cloisonnement théorique qui maintient une séparation artificielle entre les analyses sociologiques et celles du langage, pour insister sur ce qu'elles ont de complémentaire. Certes, les impulsions théoriques – bourdieusienne pour les premières, foucaldienne pour les secondes – et les méthodes divergent. Mais, pour les auteurs, l'articulation de ces deux traditions disciplinaires apparaît accessible et même nécessaire pour rendre compte pleinement de la façon dont les discours participent du mouvement de désencastrement de l'économie par rapport aux

structures sociales. En effet, elle permet de prêter une attention conjointe à la production des discours, fruit d'une activité sociale mettant en relation des acteurs et des institutions, et à ce qu'ils diffusent dans l'espace public. Dès lors, les contributions rassemblées dans l'ouvrage adoptent deux types d'angle d'analyse. Le premier consiste à étudier les discours comme le fruit d'une activité sociale mettant en relation des acteurs et institutions, en partie déterminée par des jeux de pouvoirs et de domination ; le second, la manière dont ils contribuent à accroître l'emprise des logiques économiques dans la vie sociale, en diffusant des concepts et des schèmes interprétatifs qui leur sont propres.

Bien entendu, la presse est un support privilégié de cette diffusion. Ainsi Julien Duval (pp. 57-68) décrit-il la façon dont les références médiatiques récurrentes au « trou de la sécu » invitent implicitement à considérer la protection sociale sous un angle strictement gestionnaire, stimulant un ensemble de représentations qui alimentent l'idée de dépenses sociales excessives. Outre les routines journalistiques, les stratégies d'« entrepreneurs idéologiques » dominants participent également à la propagation dans la presse de ce type de schémas d'interprétation. Frédéric Lebaron montre en effet comment la notion de « modèle social », si elle est initialement produite par les économistes, doit le succès de sa diffusion dans l'espace public à sa reprise abondante par les hommes politiques dans la presse (pp. 13-32). Nicolas Sarkozy, en particulier, consacre à partir de 2005 la « mise en crise » du modèle social français, par l'évaluation de sa performance à l'aune du taux de chômage et par le recours à la technique de la « comparaison dépréciatrice » par rapport aux systèmes sociaux d'autres pays européens. Cette stratégie discursive achève d'imposer une « posture économique » qui suggère d'interpréter le « modèle social » français comme un échec appelant la réforme du marché du travail. De même, Julien Dufour (pp. 35-56) identifie les hommes politiques et les grands patrons comme dominants dans l'espace social des promoteurs de la « question actionnariale » dans *Le Monde*. Agents les plus cités dans le journal sur les articles consacrés à l'actionnariat, ils partagent une trajectoire commune, la fréquentation des grandes écoles et l'occupation de postes dans la direction financière d'entreprises publiques ou privées. Ainsi, en sollicitant de façon croissante ces agents dominants ainsi que les « chiffres à prétention savante » produits par le champ en expansion de l'expertise financière, les journalistes économiques participent-ils à la légitimation de la question actionnariale en relayant par exemple les appels au développement de l'épargne salariale.

La diffusion dans la presse des représentations « économicistes » du monde repose donc en partie sur l'autorité d'acteurs du monde politique ou économique qui fréquentent les mêmes milieux sociaux, et dont la position dominante permet d'introduire facilement la vision du monde auprès du public. Or, le propre des discours sur l'économie est de présenter cette vision du monde comme naturelle, indépendante de ses promoteurs. L'effet de naturalisation est rendu possible par diverses techniques linguistiques. Cela peut-être la mobilisation d'« entités abstraites » comme l'illustrent Isabelle Laborde-Milaa et Malika Temmar avec l'exemple des « marchés » transformés dans les rubriques économiques en personnages narratifs dotés d'une sensibilité, tantôt inquiets, tourmentés puis rassurés. Les éditoriaux sur des sujets économiques sont également riches de ce type de procédés discursifs. Thierry Guilbert montre que ce mode de discours tire son évidence non questionnée de « l'utilisation de la voix collective » (« les Français ») plutôt que celle du pronom « je », du recours à « l'énoncé généralisateur » qui vaut en tout temps (« la logique de l'entreprise impose de fermer les unités non rentables »), et de l'énonciation de « cadre naturel » (la mondialisation comme phénomène naturel) au sens d'Erving Goffman. Ainsi l'étude des discours économiques permet-elle de comprendre plus finement comment s'opère la production des idées reçues de l'idéologie dominante, dont Pierre Bourdieu et Luc Boltanski avaient publié le dictionnaire en 1976.

Nous nous sommes concentrés sur les discours de presse et leur participation à la diffusion et à la naturalisation des logiques et des modes de pensée économiques, mais ce thème n'épuise pas toute la richesse de l'ouvrage. On se contentera donc d'ajouter que le lecteur intéressé s'apercevra que les mécanismes de naturalisation idéologique ne sont pas propres aux discours de presse, mais se trouvent également, sous d'autres formes, dans ceux d'institutions d'expertise ou juridiques. C'est ce qu'observent Dominique Maingueneau (pp. 175-190) en examinant les routines rhétoriques du rapport de la Banque mondiale, et Christine Barats (pp. 105-123) à propos des textes visant à l'introduction des technologies de l'information et de la communication (πικ) dans l'enseignement supérieur. Il verra également que le pouvoir des discours sur l'économie ne s'exerce pas qu'au niveau des représentations, mais aussi sur la réalité elle-même. C'est le cas des discours financiers impliqués dans la formation des prix sur les marchés financiers comme le montre l'article de Jens Mæle (pp. 85-105).

En somme, le choix de rassembler des approches disciplinaires diverses sur un même objet est payant au regard de l'objectif affiché, à savoir renouveler une critique sociale de l'économie, jusqu'alors vigoureuse mais dispersée. Un seul regret : la dimension inévitablement circulaire d'une analyse de la production des discours exclusivement issue de l'examen des textes, au détriment d'une observation directe des pratiques des acteurs. Or, dans une perspective goffmanienne, la production de cadres d'interprétation se manifeste également pratiquement, dans des situations concrètes, à travers la manière dont les acteurs sociaux font ce qu'ils ont à faire. Cette dimension purement pragmatique de la production des cadres d'interprétation est peu présente dans l'ouvrage. Remonter la chaîne de production des discours économiques jusqu'au travail de cadrage des médiateurs eux-mêmes (on pense en particulier aux journalistes) permettrait d'étudier comment l'ordre économique, s'il est encasté dans les structures sociales, peut-être est reproduit ou contesté quotidiennement dans des pratiques sociales.

Antoine Machut

*Pacte, université de Grenoble Alpes, F-38040
antoine.machut@etu-iejp.fr*

Bertrand VÉRINE, dir., *Dire le non-visuel. Approches pluridisciplinaires des discours sur les perceptions autres que la vue.*

Liège, Presses universitaires de Liège, coll. Cultures sensibles, 2014, 196 pages

Cet ouvrage collectif est original à plus d'un titre. Par sa thématique d'abord, à savoir les perceptions autres que visuelles : l'odorat, le goût, le toucher, l'ouïe, mais aussi les perceptions « internes », kinesthésiques ou cénesthésiques. Le livre aborde tant les perceptions elles-mêmes que leurs représentations. Ici réside la seconde originalité, le corpus : 135 textes réunis à l'occasion d'un concours de nouvelles dans le cadre du bicentenaire de la naissance de Louis Braille. La consigne, « narrer une expérience sensible autre que visuelle ou impliquant la description de personnages, d'objets ou de lieux grâce aux perceptions auditives, tactiles, olfactives ou gustatives » (p. 11), s'appliquait aux scripteurs qu'ils soient voyant ou déficients visuels (dv) avec, en ligne de mire scientifique, la possibilité d'une comparaison fructueuse entre types de scripteurs et représentations des perceptions. Même si « le total de 32 participants handicapés de la vue peut sembler minime, [...] rapporté aux 103 contributeurs voyants, il excède de beaucoup la proportion des dv dans l'ensemble de la population » (p. 12) et donne